

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WOESTELANDT SN**

chez ASTRADÉC  
95 rue Charles Auguste Coulomb - ZAC de la PMA  
62510 Arques

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\05\_CARRIERES\Carrières  
C3\WOESTLANDT SN\_Nieurlet\_0007000074\2\_Inspections\2025 11 06 recolement APMD  
Code AIOT : 0007000074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement WOESTELANDT SN implanté 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WOESTELANDT SN
- 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet
- Code AIOT : 0007000074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société nouvelle de Woestelandt (groupe Astradec) exploite à Nieurlet une carrière d'argile auparavant exploitée par la société des Céramiques Woestelandt (autorisation par arrêté préfectoral modifié n° DAGE/3-FF du 06/03/2003).

Cette autorisation expire le 31/12/2030. L'exploitant actuel n'extrait plus de matériaux et utilise la carrière pour valoriser des déchets inertes, qui servent à la remblayer dans le cadre de sa remise en état.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPI-BPE/YA du 22/11/2022 vient mettre à jour les conditions de remblaiement de la carrière.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 16/05/2025 (échéances échues à compter du 24/05/2025 et du 01/06/2025) à la suite d'inspections réalisées le 23/01/2025 et le 12/02/2025 (rejets d'eaux noirâtres et odorantes).

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	contrôle de l'accès à la carrière	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
2	qualité des eaux d'écoulement / liste des déchets admissibles	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
3	vérification du caractère inerte des déchets entrants	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
4	caractérisation des déchets reçus le 23/01/2025	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
5	bordereaux de suivi et procédure d'admission des déchets sur le site	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	
6	registre des déchets	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1	Suspension	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a eu pour objectif de vérifier le respect de certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 (échéances échues à compter du 24/05/2025 et du 01/06/2025).

Cet arrêté avait été proposé à la suite de deux inspections (23/01/2025 et 12/02/2025) réalisées dans le cadre de signalements de rejets d'eaux potentiellement polluées (noirâtres et odorantes) qui proviendraient de la carrière.

Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne sont pas respectées (réalisation d'analyses, mise en place d'une procédure d'acceptation préalable, gestion et traçabilité des déchets...). Par conséquent, un arrêté préfectoral de suspension est proposé au préfet (suspension de la réception de tout déchet ou matériau sur le site pour remise en état de la carrière).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle de l'accès à la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :		
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 11	<p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p>	8 jours

	<p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>	
--	--	--

## Constats :

### **Rappel de l'inspection du 23/01/2025 - constat 1 :**

*[...]Un portail route de Booneghem permet l'entrée et la sortie des camions. Ce portail était ouvert et sans surveillance lors de l'arrivée sur le site. La DREAL a pénétré sur le site sans contrôle. [...]Une personne à pied peut facilement entrer sur le site sans être vue, la personne chargée de la surveillance étant seule et éloignée. L'unique panneau d'interdiction accroché à côté du portail, de taille réduite, est peu explicite et peu visible.*

**NON-CONFORMITÉ :** le contrôle de l'accès au site et la signalisation du danger sont insuffisants.

Par courriel du 13/03/2025, l'exploitant s'est engagé à mettre en place rapidement un panneau demandant aux chauffeurs des camions d'appeler le personnel présent avant d'entrer, le temps de mettre en place, sous 2 mois, une barrière motorisée et une caméra de contrôle.

### **Inspection du 11/06/2025 :**

Le jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant a installé une barrière à la sortie du pont-bascule. Les conducteurs de camions doivent téléphoner à l'agent présent sur site (dont le numéro est affiché à l'entrée) pour que ce dernier vienne ouvrir la barrière. Le chemin parallèle au pont-bascule a été condamné par deux plots mobiles reliés par une simple chaîne, ce qui n'a que peu d'utilité étant donné que les plots et la chaîne peuvent être retirés à la main. Toutefois, ce chemin est tellement accidenté qu'il semble impossible à un camion de le franchir. L'exploitant indique avoir identifié une zone molle de plusieurs mètres de large qu'il a grossièrement décaissée depuis la dernière inspection. Le résultat est un fossé au fond inégal ne pouvant raisonnablement être traversé par un camion.

L'accès par les piétons sans contrôle reste quant à lui possible durant les heures d'ouverture (en dehors des heures d'ouverture, l'exploitant assure fermer le portail principal de la carrière).

Concernant le panneau d'interdiction d'accès aux piétons, l'exploitant ne l'a toujours pas remplacé. Ce panneau est décoloré au point de ne plus être lisible.

**La présente prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'est pas respectée.**

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension

N° 2 : qualité des eaux d'écoulement / liste des déchets admissibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1		
Thème(s) : Risques chroniques, Sols / eaux souterraines		
Prescription contrôlée :		
La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :[...]		
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.1	<p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...]</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines ainsi que les sols.</p> <p>Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et</p>	15 jours

	<p>peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 10.3.3 ci-dessous, puis il vérifie que ces déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'article 10.3.2.[...]</p>	
--	--	--

#### Constats :

##### **Rappel de l'inspection du 23/01/2025 - constat 5 :**

*NON-CONFORMITE : le remblayage de la carrière a généré l'accumulation d'eaux noirâtres et odorantes en fond de carrière. la configuration actuelle de la carrière ne permet pas le bon écoulement des eaux (pompe indisponible en période de gel / accumulation de boues bouchant la pompe).*

**Inspection du 11/06/2025 :** Pour rappel, selon les constats réalisés lors des inspections du 23/01/2025 et du 12/02/2025, la pompe d'évacuation n'a pas fonctionné durant une partie de l'hiver 2025 à cause, selon l'exploitant, du gel et d'accumulations de boues qui l'avaient bouchée. Les abords du bassin n'étant pas accessibles aux engins (pente trop élevée, trop de boues, pas de voie aménagée...), il n'avait alors pas été possible de déplacer ni de désembourber la pompe. Afin de rétablir le bon écoulement des eaux au sein de la carrière, l'exploitant a donc expliqué être en train de déplacer le bassin de stockage des eaux de pluie comme cela est prévu dans le plan de remise en état de la carrière (phases 4-5 du dossier du 23/03/2023), vers une zone plus accessible et mieux aménagée. Un bassin d'eau de pluie intermédiaire est ainsi en train de se remplir au Sud-Est du site. Selon l'exploitant, le déplacement du point de pompage et l'emplacement du nouveau bassin rendront la pompe et ses abords plus accessibles pour intervenir en cas d'accumulation de boues.

Concernant la qualité des eaux rejetées, les analyses menées par l'exploitant indiquent des concentrations en sulfates élevées, qui pourraient mener à des émanations de H<sub>2</sub>S expliquant les mauvaises odeurs perçues par le voisinage (toujours présentes le jour de l'inspection). La bonne qualité des eaux n'est donc à ce stade pas garantie (cf. constat n°7).

**La résolution de cette non-conformité ne pourra être vérifiée qu'une fois que l'exploitant sera à nouveau autorisé à rejeter ses eaux accumulées au sein de la carrière (cf. constat n°7).**

##### **Rappel de l'inspection du 23/01/2025 - constat 5 :**

*[...]NON-CONFORMITÉ : aucun panneau en entrée de site n'indique la liste des déchets admissibles[...].*

#### **Inspection du 11/06/2025 :**

Concernant le panneau d'affichage de la liste des déchets admissibles, l'exploitant en a installé un à l'entrée du pont-bascule, qui reprend la liste des déchets fixés par son arrêté préfectoral d'autorisation.

**Cette non-conformité est considérée comme levée.**

#### ***Rappel de l'inspection du 12/02/2025 - constat 3 :***

*Lors de l'inspection du 23/01/2025, des déchets de couleur foncée et à l'odeur forte, sont déposés dans la carrière.[...] Le CAP (certificat d'acceptation préalable) transmis mentionne le code déchet 17 05 04 (terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses) alors qu'un contrôle visuel (et olfactif) permet de douter de ce classement (déchets évoquant des sédiments portuaires / boues de dragage).*

*[...]Ces déchets ne relevant pas des codes déchets listés dans le tableau du second alinéa de l'article 10.3.2. Ils auraient donc dû faire l'objet des contrôles prévus par le troisième alinéa de l'article 10.3.2. D'autre part l'exploitant n'a à ce jour toujours pas justifié le caractère inerte et non dangereux de ces déchets (cf. constat n°2).*

**NON-CONFORMITÉ : la procédure d'acceptation préalable n'a pas été respectée.**

#### **Inspection du 11/06/2025 :**

Il a été établi a posteriori que ces déchets odorants, en provenance de la société VEOLIA EAU (agence de Boulogne-sur-Mer), ont été réceptionnés alors qu'ils ne faisaient pas partie des déchets admissibles.

L'exploitant ne dispose d'aucune procédure formalisée permettant de s'assurer que les déchets ne sont pas partie des déchets interdits, puis qu'ils entrent dans une des catégories mentionnées à l'article 10.3.2.

**NON-CONFORMITÉ : la procédure d'acceptation préalable n'est pas mise en place. La non-conformité relevée lors des inspections précédentes est toujours présente.**

A titre d'exemple, le fait qu'aucune procédure d'acceptation préalable ne soit formalisée et respectée a mené :- à la réception de plusieurs tonnes de pommes de terres (selon un signalement récent, confirmé par la suite par l'exploitant), qui ne sont pas des déchets inertes et qui par conséquent ne sont pas admissibles en application de l'article 10.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022. L'exploitant indique qu'il s'agissait d'une erreur d'aiguillage commise par un autre site exploité par la société mère (ASTRADEC). L'exploitant explique, en



s'appuyant sur son logiciel professionnel, que ces 13 tonnes de pommes de terre ont été envoyées vers le site de méthanisation exploité par la société mère (ASTRADEC) à Wizernes ;- à la réception des sables de station d'épuration lavés en provenance de la société VEOLIA EAU (agence de Boulogne-sur-Mer) qui ne sont ni des déchets inertes d'extraction, ni des déchets inertes de terrassement, déconstruction de bâtiments et de démolition de chaussée (cf. article 10.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/11/2022).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

OBSERVATION : du fait des problèmes rencontrés à cause du plâtre parfois présent dans les déchets reçus, l'exploitant pourra compléter son affichage de la liste des déchets admissibles par un panneau interdisant expressément la présence de plâtre dans les déchets livrés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**N° 3 : vérification du caractère inerte des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.7	Les déchets inertes externes feront l'objet d'une vérification par l'exploitant afin de vérifier leur conformité aux valeurs limites fixées à l'article 10.3.2 à minima tous les 1 000 m <sup>3</sup> et au moins une fois par chantier de plus de 1 000 m <sup>3</sup> .	8 jours
---	---	---------

**Constats :**

**Rappel de l'inspection du 23/01/2025 - constat 8 :**

*NON-CONFORMITE : la conformité des déchets inertes externes n'est pas vérifiée tous les 1000 m<sup>3</sup>.*

**Inspection du 11/06/2025 :**

L'exploitant explique, en s'appuyant sur un courriel envoyé par un laboratoire prestataire, avoir réalisé une analyse "point zéro" de ses déchets le 03/06/2025. Il ajoute (à l'oral) qu'un contrôle sera effectué tous les 2000 t. Cela ne sera pas suffisant, étant donné que les gravats ont une masse volumique moyenne de 0,6 à 0,8 t/m<sup>3</sup> et que les terres ont une masse volumique moyenne de 1,4 à 1,7 m<sup>3</sup> : un contrôle tous les 2000 t équivaldrait à un contrôle tous les 1200 à 3300 m<sup>3</sup>.

De plus, l'exploitant n'a pas expliqué comment il garantit qu'au moins une analyse est réalisée pour les déchets en provenance de chantiers de plus de 1000 m<sup>3</sup>.

Par ailleurs, selon le courriel présenté par l'exploitant, l'échantillon analysé le 03/06/2025 aurait été récupéré par le laboratoire à Arques et non à Nieurlet, ce qui laisse entendre que l'échantillon a été prélevé par l'exploitant. Il apparaît difficile à ce stade d'identifier clairement les déchets analysés.

**La présente prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'est pas respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE N°1 : l'exploitant révisera la fréquence prévue pour l'analyse des déchets inertes externes de façon à respecter la fréquence minimale imposée. ces éléments doivent être formalisés et tracés.

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE N°2 : l'exploitant expliquera, documents à l'appui :

- à quels déchets correspondent les analyses effectuées le 03/06/2025,
- la façon dont ont été définies les caractéristiques (taille, nombre, emplacement) de l'échantillon et les modalités d'échantillonnage (matériel, durée...),
- quelles actions sont prévues en cas de résultats d'analyses non-conformes.

Il transmettra sous 1 mois les résultats de l'analyse du 03/06/2025.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Suspension**

**N° 4 : caractérisation des déchets reçus le 23/01/2025**

**Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1**

Prescription contrôlée :

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 2.1	<p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix et soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant. L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols[...] »</p> <p>Demande formulée par courriel du 13/02/2025 susvisé :</p> <p>"L'exploitant devra réaliser <b>sous un délai maximal de 5 jours</b> par un laboratoire agréé à cet effet des analyses de ces déchets permettant de les caractériser, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>leur composition physico-chimique précise,</li></ul>	8 jours
--	--	---------

	<p>précise,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>leur éventuel caractère dangereux au regard des critères de dangerosité définis par la directive n° 2008/98/CE du 19/11/2008 relative aux déchets (critères HP1 à HP15 figurant en annexe I de l'article R.541-8)</li> <li>le cas échéant, leur caractère inerte ou non inerte.</li> </ul> <p>Le choix du laboratoire et de la date de prélèvement devront faire l'objet d'une validation par les services d'inspection qui assistera aux prélèvements. Le producteur des déchets sera également convoqué afin d'être présent lors du prélèvement."</p>	
--	--	--

## Constats :

### **Rappel de l'inspection du 12/02/2025 - constat 2 :**

*Suite à l'inspection précédente (23/01/2025), il avait été demandé à l'exploitant, par courriel du 27/01/2025, de transmettre sous 24h les certificats d'acceptation préalables relatifs à des déchets odorants de couleur foncée (reçus le 23/01/2025 durant l'inspection), produits (selon les informations fournies par l'exploitant) par la société VEOLIA (agence de Boulogne-sur-Mer).[...]*

*Selon le bon de pesée, environ 30 t de ces déchets auraient été déposés le 23/01/2025, auxquels il faut ajouter environ 100 t de déchets inertes potentiellement pollués lors de leur déchargement.[...]*

*Selon les échanges menés avec l'exploitant et le producteur des déchets, ces déchets seraient peut-être constitués de sables de dessableurs de stations d'épurations, mais la traçabilité insuffisante des déchets ne permet pas de le confirmer.*

*Sans justification complémentaire, ces déchets ne peuvent être utilisés pour remblayer la carrière. Partant de ce constat, il a été demandé, par courriel du 13/02/2025 (avec relances les 18/02/25, 24/02/2025, 28/02/25), de réaliser sous un délai maximal de 5 jours par un laboratoire agréé à cet effet des analyses de ces déchets permettant de les caractériser, notamment :*

- leur composition physico-chimique précise, leur éventuel caractère dangereux au regard des critères de dangerosité définis par la directive n° 2008/98/CE du 19/11/2008 relative aux déchets (critères HP1 à HP15 figurant en annexe I de l'article R.541-8)
- le cas échéant, leur caractère inerte ou non inerte.

Le choix du laboratoire et de la date de prélèvement devront faire l'objet d'une validation par les services d'inspection qui assistera aux prélèvements. Le producteur des déchets sera également convoqué afin d'être présent lors du prélèvement.

Ces consignes ont été communiquées à l'exploitant par courriel du 28/02/2025, avant d'être reprises par les présentes prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025.

#### **Inspection du 11/06/2025 :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas réalisé les analyses demandées sous le délai maximal de 5 jours qui lui avait été fixé le 13/02/2025, alors qu'il s'y était engagé par courriel du 31/03/2025.

Il indique que les laboratoires SGS et Eurofins, qu'ils à récemment contactés, sont compétents pour la vérification des caractères HP1 à HP14 mais ne sont pas accrédités pour le prélèvement de terres.

Les services d'inspection rappellent qu'afin de déterminer si le déchet est dangereux ou non (éventuellement inerte ou non), les échantillons du déchet doivent être prélevés selon les référentiels, méthodes et normes en vigueur. A cet effet, l'exploitant doit pouvoir garantir que le "Guide d'application pour le classement en dangerosité - version 2024" de l'INERIS est bien respecté ([https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Rapport-INERIS-227377-2711251%20\\_Guide%20HP%20r%C3%A9vis%C3%A9%20v2\\_avecAnnexes.pdf](https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Rapport-INERIS-227377-2711251%20_Guide%20HP%20r%C3%A9vis%C3%A9%20v2_avecAnnexes.pdf)). En outre, la partie 5 de ce guide précise les conditions d'échantillonnage à respecter.

L'exploitant ajoute avoir hésité à recontacter d'anciens laboratoires du fait de précédents retards de paiement.

**La présente prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'est pas respectée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**N° 5 :** bordereaux de suivi et procédure d'admission des déchets sur le site

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143

Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

<p>Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - article 10.3.4</p>	<p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>• l'origine des déchets ;</li> <li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>• la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 10.3.1 ci-dessus.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et</p>	<p>8 jours</p>
--	--	----------------

	<p>les différents intermédiaires, le cas échéant.[...]</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le bordereau de suivi prévu ci-dessus par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>• la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul> <p>Un exemplaire original du bordereau de suivi est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>	
--	---	--

#### Constats :

##### **Rappel de l'inspection du 12/02/2025 - constat 4 :**

*NON-CONFORMITÉ : avant d'être admis, les chargements de déchets ne font pas l'objet d'une vérification, par l'exploitant des installations, du bordereau de suivi défini par le présent article.*

*[...]NON-CONFORMITÉ : aucun contrôle visuel des déchets n'est réalisé à l'entrée de l'installation et*

*lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.*

*[...]NON-CONFORMITÉ : en cas d'acceptation des déchets, aucun accusé de réception n'est remis au producteur du déchet (en complétant le bordereau de suivi).*

**Inspection du 11/06/2025 :**

Par courriel du 31/03/2025, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une vérification des chargements de déchet avant réception (dont contrôle visuel), à compléter les bordereaux de déchets de sorte à accuser réception des déchets livrés.

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique qu'il ne demande ni ne complète systématiquement le bordereau de suivi de déchets requis par le présent article. De même, le certificat d'acceptation préalable relatif aux déchets réceptionnés (ou, le cas échéant, les résultats de leur analyse physico-chimique) n'est à ce jour pas demandé aux livreurs.

**La présente prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'est pas respectée.**

Concernant le contrôle visuel systématique, l'exploitant indique l'avoir mis en place depuis qu'il a installé la barrière à la sortie du pont bascule. Selon l'exploitant, ce contrôle sera par la suite réalisé via une caméra montée sur un mât au niveau du pont-bascule. Cette caméra, qui sera reliée au téléphone de l'agent présent sur le site, permettra à ce dernier de contrôler le contenu des bennes sans avoir besoin de revenir à l'entrée du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**N° 6 : registre des déchets**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 - 10.3.5	L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Celui-ci contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception du</li></ul>	8 jours
---	--	---------



	<p>déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe I] de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>• la quantité du déchet entrant ;</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 du 14 juin 2006;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et I] de la directive n°2008/98/CE. Pour le remblayage par des déchets d'extraction inertes ainsi que les déchets inertes externes répondant aux critères du 10.3.2 du présent arrêté, le code est RI1;</li> <li>• l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 10.3.4;</li> <li>• le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 10.3.4 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>• le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
--	--	--

**Constats :**

**Rappel de l'inspection du 23/01/2025 - constat 6 :**

*NON-CONFORMITÉ : absence de registre des déchets entrants formalisé et conforme aux dispositions du présent article.*

**Inspection du 11/06/2025 :**

Par courriel du 28/03/2025, l'exploitant s'est engagé à paramétrer son logiciel professionnel de façon à ce qu'une extraction contenant toutes les informations mentionnées au présent article soit facilement réalisable.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a toujours pas mis en place de registre des déchets complet. Il présente un courriel du 06/06/2025 adressé à la société développant son logiciel professionnel, à laquelle il demande l'ajout des heures d'entrée et de sortie des déchets.

Par ailleurs, les informations suivantes restent manquantes :

- l'accusé d'acceptation des déchets prévu à l'article 10.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (bordereau de suivi de déchet complété) ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets/terres excavées ;
- le résultat du contrôle visuel et de la vérification des documents d'accompagnement lors de la réception des déchets.

**La présente prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025 n'est pas respectée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension

**N° 7 : mesures d'urgence**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 16/05/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

La société Nouvelle Woestelandt, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 Nieurlet, est tenue d'appliquer, dès notification du présent arrêté les mesures d'urgence suivantes :

- interdiction de rejeter par pompage ou surverse (ou d'évacuer en tant que déchets), les eaux pluviales de la carrière dans le réseau communal de collecte, sans l'aval des services de l'inspection ;
- interdiction d'utiliser en tant que matériau de remblayage ou d'évacuer à l'extérieur du site les déchets déposés depuis le 23/01/2025 par la société VEOLIA (agence de Boulogne-sur-Mer) sans l'aval des services de l'inspection.

## Constats :

### Rappel de l'inspection du 12/02/2025 - constat 1 :

*Par courriel du 27/01/2025, il a été demandé à l'exploitant de faire réaliser [...]une analyse des eaux du bassin eaux d'exhaure[...].*

*Les résultats des analyses ont été transmis par l'exploitant le 28/02/2025. Ils indiquent que les valeurs limites applicables aux eaux pluviales sont respectées, mais n'expliquent toutefois ni la couleur des eaux, ni les odeurs signalées (ainsi que les odeurs soufrées perçues par les services d'inspection lors de la mise en circulation de l'eau dans les canalisations de rejet). Le changement de couleur et l'apparition de mauvaises odeurs ne sont pas des problèmes communément rencontrés sur des eaux pluviales de carrières, ces dernières n'étant pas supposées recevoir de déchets organiques. La mise en service d'un aérateur par l'exploitant est d'ailleurs significative d'une problématique sur ces eaux.*

*Dans un courriel du 13/03/2025, il a été indiqué à l'exploitant qu'il devait déterminer avec précision et sur la base d'analyses et d'investigations détaillées l'origine de la couleur foncée de l'eau et des mauvaises odeurs. Dans l'attente de ces éléments et de la démonstration de l'absence d'impact sur l'environnement (rivière de Booneghem) en cas de rejet, le rejet de ces eaux est interdit.[...]*

*Cette interdiction a été par la suite reprise par les mesures d'urgence imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/05/2025.*

### Inspection du 11/06/2025 :

Selon l'exploitant (courriel du 28/03/2025), les mauvaises odeurs seraient dues à la présence de plâtre dans les déchets reçus, qui réagirait avec l'eau pour former une accumulation d'ions sulfate dans le bassin des eaux pluviales (les analyses réalisées par l'exploitant du 28/02/2025 indiquent des concentrations en sulfates allant jusqu'à 1100 mg/m<sup>3</sup>).

Ces ions sulfate seraient ensuite transformés en H<sub>2</sub>S par des bactéries anaérobies présentes dans le bassin et dans la canalisation de rejet. Sur la base de cette hypothèse, il a ainsi mis en place un aérateur de façon à oxygéner le bassin et prévenir l'apparition de conditions anaérobies.

Il est souligné que dans son courriel du 28/03/2025, l'exploitant s'est engagé à ne plus accepter de déchets contenant "une part trop importante de plâtre" tout en étant "parfaitement conscient que le plâtre n'est pas autorisé sur ce site".

Outre les déchets de plâtre, la présence de matière organique dans le massif de déchets pourrait également être à l'origine de ce type de phénomène. Il est rappelé que l'exploitant a récemment réceptionné par erreur plusieurs tonnes de pommes de terres (cf. constat n°2).

Ces hypothèses, ainsi que l'efficacité de l'aérateur, restent à confirmer.

De plus, comme précisé à l'exploitant par courriel du 13/03/2025, un canal de mesure des eaux

pluviales rejetées doit être installé en application de l'article 15.3.2 de l'arrêté préfectoral du 06/03/2003 ("*l'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement*").

Par courriel du 28/03/2025, l'exploitant s'était d'ailleurs engagé à se rapprocher d'un installateur pour équiper le site d'un canal de mesure et d'un dispositif de prélèvement asservi au débit.

**Le rejet des eaux pluviales ne pourra être envisageable que lorsque ces conditions seront remplies.**

Le jour de l'inspection le niveau du bassin des eaux pluviales n'a sensiblement pas évolué. Une partie de l'eau s'est écoulée naturellement vers le bassin temporaire au Sud-Est, en cours d'aménagement. A noter que la DREAL avait reçu courant mars 2025 des signalements laissant présager des vidanges du bassin d'eaux pluviales les nuits des 6 et 7 mars, avec nuisances sonores (pompe de refoulement) et odeurs, ceci malgré l'interdiction de rejet fixée par la DREAL.

Par courriel du 10/03/2025, l'exploitant a expliqué ces signalements par la mise en place d'un agitateur flottant dans le bassin des eaux pluviales, qui pouvait également fonctionner la nuit. La DREAL a répondu, par courriel du 13/03/2025, que "*le changement de couleur et l'apparition de mauvaises odeurs ne sont pas des problèmes communément rencontrés sur des eaux pluviales de carrières, ces dernières n'étant pas supposées recevoir de déchets organiques. La mise en service d'un aérateur par vos soins est d'ailleurs significative d'une problématique sur ces eaux.*" L'exploitant a depuis mis fin au fonctionnement nocturne de l'aérateur.

A noter que la canalisation de collecte des eaux d'exhaure, constatée percée lors des inspections précédentes, a été réparée.

Concernant les déchets odorants reçus le 23/01/2025, l'exploitant avait transmis, en amont de l'inspection, des photos indiquant que les déchets avaient été emballés dans de la bâche plastique afin de les protéger de la pluie. Le jour de l'inspection, les déchets sont toujours présents. La bâche en plastique protège à la fois les déchets et le sol. Elle présente un bon état (absence de trous ou de dégradations visibles) et semble correctement fixée. Les déchets emballés présentent un aspect relativement sec.

**A ce stade, les mesures d'urgence sont respectées.**

En parallèle, la société VEOLIA EAU (agence de Boulogne-sur-Mer) a été inspectée le 07/03/2025 afin d'obtenir plus d'information sur la nature des déchets odorants qu'elle a expédiés vers la carrière de Nieurlet, qui s'avèrent être des sables lavés issus de la station d'épuration de Boulogne-sur-Mer et du curage de réseaux d'eaux usées. Dans ce cadre, VEOLIA EAU a fourni des analyses en date du 03/03/2025 (prélèvement du 28/02/2025) **montrant que ces sables lavés présentent des concentrations supérieures aux valeurs observées dans les sols ordinaires (valeurs ASPITET) pour le cadmium, le cuivre, le mercure et surtout le chrome (valeurs 5 fois supérieures à la valeur ASPITET pour ce dernier).**

Ces résultats laissent supposer que les sables expédiés vers la carrière de Nieurlet depuis plusieurs années (depuis 2022, VEOLIA EAU a envoyé 20 210 t de déchets vers cette carrière, dont 1047 t de sables lavés) ont pu avoir un impact sur la qualité des sols et des eaux souterraines et de surface, impact qui reste à évaluer

Un arrêté préfectoral (faisant l'objet d'un rapport séparé) sera par conséquent proposé en parallèle du présent rapport afin d'imposer à l'exploitant la réalisation d'investigations sur le site

permettant d'évaluer l'impact de ces stockages sur l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite